

Les pays européens sont devenus beaucoup plus aptes à assurer leur propre défense par les moyens classiques. On sait qu'un incident en Europe qui pourrait dégénérer en guerre—ce qu'on appelle l'«accident»—se produirait vraisemblablement sur un des flancs de l'OTAN peu protégés, Norvège, Turquie, Méditerranée, plutôt qu'en Allemagne, centre fortement armé, où toute attaque mettrait immédiatement les agresseurs en contact avec les troupes des États-Unis et peut-être avec la défense nucléaire.

Dans l'ensemble, les États-Unis et la Russie ont pratiquement atteint le point où ils sont capables de s'anéantir mutuellement avec des armes nucléaires stratégiques. La puissance chinoise s'accroît et l'agitation du monde émergent grandit. Dans la politique soviétique, il y a une tendance certaine à concurrencer les États-Unis comme puissance militaire mondiale. Elle est implicite dans le déploiement accru de la force navale soviétique en Méditerranée comme dans les océans Indien et Atlantique. Elle est implicite dans la mise au point de l'avion de long parcours pour le transport des troupes Antonov 22, les porte-hélicoptères déjà en mer et sur le point d'être achevés, et dans l'expansion de leur infanterie de marine.

La Russie est en train de se munir rapidement de tous les outils nécessaires pour remplir le même rôle global que les États-Unis peuvent assumer en ce moment. Une fois qu'elle aura acquis cette capacité, et si elle possède vraiment la même puissance nucléaire stratégique que les États-Unis, la Russie pourra-t-elle éviter de se mêler aux conflits dans des zones d'agitation éloignées? N'est-il pas vraisemblable que les occasions d'engagement seront alors plus nombreuses que par le passé?

La politique de défense du Canada, qui accorde beaucoup d'importance à ses engagements envers l'OTAN, a été formulée avant que ne s'opèrent ces changements fondamentaux dans l'équilibre du pouvoir mondial—à un moment où l'on pouvait, avec une certitude raisonnable, postuler que le seul péril réel menaçant le Canada était une guerre nucléaire entre la Russie et les États-Unis et dans laquelle nous serions nécessairement engagés; que la cause la plus vraisemblable d'une telle guerre surviendrait en Europe, et que nos intérêts bien compris seraient alors mieux servis si le Canada s'engageait à fond envers l'OTAN. Maintenant que la situation s'est modifiée, la seule menace réelle pour le Canada demeure, pour le moment du moins, c'est que nous serons forcément entraînés dans une guerre nucléaire entre la Russie et les États-Unis; mais nous ne pouvons plus assumer à coup sûr que l'Europe est le seul endroit où une confrontation aboutirait

[M. Mahoney.]

probablement à cette guerre. En fait, il semble plus probable qu'elle éclaterait ailleurs.

La situation à laquelle nous faisons face justifie la décision de modifier nos priorités de défense aussi bien qu'elle justifie d'altérer la configuration—c'est l'expression officielle et non la mienne—qui résultera en un contingent intégré très mobile et facilement aéroportable formant les unités combattantes de base de nos forces armées. Mais, même si la transformation ou la reconfiguration, si vous préférez, est la chose à faire, ce sera onéreux. Il y a lieu de s'inquiéter de ce que la campagne d'austérité en cours ne vienne modifier sérieusement ou même retarder ce processus au moment où il importe d'agir promptement. Si on leur fournit les ressources nécessaires, les forces armées canadiennes continueront d'être, homme pour homme, la force militaire la plus efficace du monde libre, remplissant un rôle encore plus important que dans le passé. Le deuxième élément de notre politique extérieure, de notre aide au développement, retient de plus en plus l'attention et, d'ailleurs, a été exempté des directives sur les dépenses que le gouvernement a appliquées à presque tous les autres domaines d'activité. Cette attitude du gouvernement canadien est assez rare dans la communauté internationale actuelle.

Les premières pages du rapport de la commission Pearson fourmillent d'expressions comme «la faisabilité en question», «désillusion et méfiance», «volume stagnant», «diminution des engagements», «esprit de désenchantement», «malentendus», «critique du gaspillage» et «frustration et impatience». Le rapport reconnaît que l'aide internationale au développement a ralenti. Ayant reconnu ce fait, l'Organisation de coopération et de développement économique a décidé de convoquer la semaine dernière les parlementaires des pays membres de sa commission d'aide au développement. Cette invitation était un fait sans précédent dans l'histoire de l'OCDE qui était encline dans le passé à mener ses affaires sans bruit et avec dignité aux échelons officiel et ministériel, ce qui nous porte naturellement à nous rappeler que l'OCDE est un club d'hommes riches dans le village global.

Les pays membres représentent 61 p. 100 de la production industrielle mondiale et 65 p. 100 du commerce mondial, tandis qu'ils ne comptent que 20 p. 100 de la population. Ils déboursent également 90 p. 100 de l'aide au développement. L'Organisation a convoqué les parlementaires, parce qu'elle se rend compte qu'elle aura fort à faire pour les persuader de maintenir leur aide au développement et encore plus de l'augmenter durant les quelques prochaines années.